

**Union européenne - Environnement
- Pollution de l'air - Réponse de M.
Nicolas Hulot, ministre d'Etat,
ministre de la transition écologique
et solidaire, à une question au
gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 13 février 2018)

(Question sur le plan français de lutte contre la pollution de l'air)

Madame la Députée, mettre un terme, dans les délais les plus brefs, à une situation qui trouve son origine multifactorielle dans quarante années de politique d'aménagement du territoire et des transports n'ayant pas pris en compte l'environnement, je ne vous dirai pas que c'est facile, ni que nous pourrions le faire dans les délais les plus brefs ! Néanmoins, depuis l'an 2000, la situation s'est largement améliorée. Seules quinze zones présentent toujours un dépassement des normes européennes. Bien entendu, nous allons y travailler.

J'ai en effet transmis vendredi dernier à la Commission européenne une note résumant les mesures que nous pourrions prendre afin de mettre un terme à ce fléau qu'est la pollution de l'air. Ces mesures, nous les avons déjà annoncées ; elles sont structurées autour de trois axes.

Le premier consiste à aider l'achat de véhicules moins polluants grâce à la prime à la conversion, qui est en vigueur depuis le 1er janvier dernier. Le deuxième consiste à aider les collectivités territoriales à développer les mobilités douces et les transports en commun. Tel sera l'objet de la loi d'orientation sur les mobilités, dont vous aurez à débattre au cours des semaines à venir, mesdames, messieurs les députés. Enfin, le troisième consiste à accorder des aides ciblées visant à accompagner le remplacement des vieux systèmes de chauffage très polluants, auxquelles nous consacrerons 100 millions d'euros au cours des cinq prochaines années.

Nonobstant, vous avez raison, Madame la Députée : ces efforts resteront lettre morte si nous n'agissons pas ensemble. C'est pourquoi je réunirai dès demain les préfets et les élus des quinze territoires concernés afin de faire le point sur leur action et les accompagner, car c'est au plus près du terrain que l'on construit les meilleures réponses.

Enfin, je plaide évidemment pour que l'Europe prenne toutes ses responsabilités, notamment en fixant aux constructeurs automobiles des normes ouvrant la voie au développement des véhicules zéro émission./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)

